



**Association
d'objecteurs de croissance**

www.ad-oc.be

Que la décroissance soit un projet politique de gauche constitue pour moi à la fois une évidence et un paradoxe.

I. Une évidence

La décroissance constitue un projet politique de gauche parce qu'elle se fonde sur une critique radicale de la société de consommation, du libéralisme et renoue avec l'inspiration originelle du socialisme.

1) Critique radicale de la société de consommation, du développement ou du développementisme, elle est une critique *ipso facto* du capitalisme. Qu'est-ce que la société de croissance en effet ? La société de croissance peut être définie comme une société dominée par une économie de croissance et qui tend à s'y laisser absorber. La croissance pour la croissance devient ainsi l'objectif primordial sinon le seul de la vie. La croissance n'est que le nom « vulgaire » de ce que Marx a analysé comme accumulation illimitée de capital, source de toutes les impasses et injustices du capitalisme.

La croissance et le développement étant respectivement croissance de l'accumulation du capital et développement du capitalisme, donc exploitation de la force de travail et destruction sans limites de la nature, la décroissance ne peut être qu'une décroissance de l'accumulation, du capitalisme, de l'exploitation et de la prédation. Il s'agit non seulement de ralentir l'accumulation mais de remettre en cause le concept pour inverser le processus destructeur.

2) La décroissance est aussi, bien évidemment, une critique radicale du libéralisme, celui-ci entendu comme l'ensemble des valeurs qui sous-tend la société de consommation. Dans le projet politique de l'utopie concrète de la décroissance en huit R (Réévaluer, Reconceptualiser, Restructurer, Relocaliser, Redistribuer, Réduire, Réutiliser, Recycler), trois d'entre eux, réévaluer, restructurer et redistribuer, actualisent tout particulièrement cette critique. Réévaluer, cela signifie revoir les valeurs auxquelles nous croyons, sur lesquelles nous organisons notre vie et changer celles qui doivent l'être. On voit tout de suite quelles sont les valeurs qu'il faut mettre en avant et qui devraient prendre le dessus par rapport aux valeurs dominantes actuelles. L'altruisme devrait prendre le pas sur l'égoïsme, la coopération sur la compétition effrénée, le plaisir du loisir et l'*ethos* de la ludicité sur l'obsession du travail, l'importance de la vie sociale sur la consommation illimitée, le local sur le global, l'autonomie sur l'hétéronomie le goût de la bel ouvrage sur l'efficacité productiviste, le raisonnable sur le rationnel, le relationnel sur le matériel, etc. La critique du travaillisme retrouve là l'inspiration de Paul Lafargue, le gendre de Marx avec son ouvrage superbe, *Le droit à la paresse* - qui reste une des plus fortes attaques contre le travaillisme et le productivisme. Surtout, il s'agit de remettre en cause le prométhéisme de la modernité tel qu'exprimé par Descartes (maître et dominateur de la nature) ou Bacon (asservir la nature). Il s'agit tout simplement d'un changement de paradigme.

Restructurer, signifie adapter l'appareil de production et les rapports sociaux en fonction du changement des valeurs. Cette restructuration sera d'autant plus radicale que le

La décroissance comme projet politique de gauche

Serge Latouche, Professeur émérite d'économie à l'Université d'Orsay, objecteur de croissance

Bruxelles, le 21 février 2009

caractère systémique des valeurs dominantes aura été ébranlé. Cela pose la question concrète de la sortie du capitalisme et celle de la reconversion d'un appareil productif qui doit s'adapter au changement de paradigme.

La décroissance est forcément contre le capitalisme. Non pas tant parce qu'elle en dénonce les contradictions et les limites écologiques et sociales, mais avant tout parce qu'elle en remet en cause "l'esprit" au sens où Max Weber considère "l'esprit du capitalisme" comme condition de sa réalisation.

Redistribuer s'entend de la répartition des richesses et de l'accès au patrimoine naturel entre le Nord et Sud comme à l'intérieur de chaque société. Le partage des richesses est la solution normale du problème social.

3) La décroissance, enfin, est un projet ancré à gauche parce qu'elle renoue avec l'inspiration première du socialisme, celui qu'on a qualifié non sans ambiguïté d'utopique. La décroissance retrouve à travers ses inspirateurs, Jacques Ellul et Ivan Illich, les fortes critiques des précurseurs du socialisme contre l'industrialisation. Une relecture de ces penseurs comme William Morris, voire une réévaluation du luddisme, permettent de redonner sens au socialisme dans une vision écologique telle qu'elle a été développée chez André Gorz.

Il est vrai que tous les penseurs cités, Paul Lafargue, Jacques Ellul, Ivan Illich, André Gorz, auxquels il conviendrait d'adjoindre Bernard Charbonneau, Cornélius Castoriadis, sans parler de Tolstoï, Gandhi, ou Thoreau, ont été des hérétiques par rapport à la *doxa* de la gauche marxiste.

II. Un paradoxe

Sans parler d'une problématique décroissance de droite, représentée en France par Alain de Benoist, situer la décroissance à gauche représente un défi. Attaquer le productivisme, prôner une société de sobriété, considérer la crise comme une opportunité, paraissent des provocations susceptibles de « désespérer Billancourt », même si celui-ci n'existe plus... Les réactions face à la crise sont un bon révélateur : relancer la machine à détruire la planète ou inventer une autre société.

1) La gauche social-démocrate, communiste, trotskiste et autre s'est engouffrée dans la trappe du compromis keynéso-fordiste. Même les Verts se sont fait piégés. Le Canard Enchaîné du 17/12/2008 ironisait ainsi sur le programme des verts d'une « décroissance sélective, équitable et solidaire ». Dominique Voynet elle-même, tout en y adhérant, taxait ce programme d'inaudible et l'un de ses porte-flingues déclarait : « Je ne me vois pas aller dire aux mecs de Peugeot mis au chômage : maintenant il va falloir être sobre dans votre vie quotidienne ».

Certes, si les partisans de la décroissance soutenaient qu'on a le droit d'être heureux et qu'on peut l'être avec 600 Euros par mois (référence au slogan de la jeunesse grecque), on les brocarderait et les traiterait immédiatement d'alliés objectifs du capitalisme rapace

Si « l'ivresse joyeuse de la sobriété volontaire » dont parlait Ivan Illich est peut-être possible avec 600 Euros par mois, la

décroissance n'a jamais prêché la passivité et la résignation. La joie de vivre en dehors des chaînes du consumérisme n'est pas concevable sans la lutte pour la justice et pour l'amélioration de la qualité de la vie. Combattre la pollution mentale et la colonisation de l'imaginaire implique de combattre les forces responsables de cette situation de toxicodépendance. Se libérer de la servitude volontaire est la condition pour se libérer de la servitude involontaire imposée par le système et réciproquement. Le bonheur est possible dès aujourd'hui, sur la voie d'une émancipation de l'asservissement consumériste, pour autant qu'il se construise dans la lutte pour un monde plus partagé demain.

2) Le problème est que tous se sont laissé séduire par le mythe de la tarte qui grossit indéfiniment. Collaborer à la croissance plutôt que se battre avec acharnement pour partager un gâteau de taille quasi immuable permet d'améliorer les parts de tous à moindres frais. Le projet *partageux* du communisme s'est ainsi dissous dans le consumérisme. Le volume de la tarte a, certes, augmenté considérablement mais au détriment de la planète, des générations futures et des peuples du tiers-monde. Les meilleures choses ayant une fin, ce « socialisme réduit aux acquêts » ne fonctionne plus très bien depuis les années soixante-dix, parce que la tarte renâcle à augmenter. Les hauts fonctionnaires du Capital l'ont plus ou moins compris et se sont empressés d'accroître substantiellement (10 à 20 % du PIB en plus), grâce au jeu du casino mondial, leur part du gâteau avant que le blocage ne soit total. Cela s'est traduit par ces rémunérations scandaleuses des responsables politiques et économiques avec ces primes, bonus, stock options, parachutes dorés et autres augmentations. Pour l'immense majorité, la hausse très faible de la fiche de paye ne compense pas les effets négatifs de la croissance (dépenses de santé, stress, désagréments de toutes sortes).

Intoxiquée par ses démissions passées successives, la gauche « responsable » ne peut que se réfugier dans un libéral-socialisme misérabiliste. Le fameux « trickle down effect », la diffusion à tous des bienfaits de la croissance, se dégrade en « effet sablier ». Puisqu'il y a davantage de riches et qu'ils sont de plus en plus riches, il faut aussi qu'il y ait davantage de laveurs de voitures, de serveurs de restaurants, de livreurs de courses à domicile, de nettoyeurs et de gardes privés pour se protéger des pauvres toujours plus nombreux. C'est le socialisme réduit aux miettes... La croissance des 30 glorieuses avait été tirée par les exportations, celle des 30 piteuses qui ont suivi a pu se maintenir tant bien que mal grâce à l'endettement phénoménal des ménages et des Etats. Même au Sud, le piège de la tarte a fonctionné. Cela s'est appelé le développement. Le projet développementaliste lancé par le fameux discours sur le point 4 de l'Etat de l'Union le 20 janvier 1949 visait à remplacer aussi la révolution sociale par la croissance économique grâce au transfert technologique. Il a assez bien marché avec la révolution verte dans les années soixante. L'Inde, séculairement déficitaire, est devenue exportatrice de céréales. Les réformes agraires ont été évitées, limitées ou détournées.

Aujourd'hui, la fête est finie ; il n'y a même plus ces marges de manœuvre. La tarte ne peut plus croître. Plus encore (et nous le savons bien depuis longtemps, même si nous nous refusons à l'admettre), elle ne doit pas croître. La seule possibilité pour échapper à la paupérisation au Nord, comme au Sud, est d'en revenir aux fondamentaux du socialisme sans oublier, cette fois, la nature : partager le gâteau de manière équitable. En 1848, alors qu'il était trente à cinquante fois moins gros, Marx, mais aussi John Stuart Mill, le pensaient déjà ! Le communisme ce n'était pas faire grossir le gâteau, dès lors qu'il était suffisant, mais organiser autrement le système pour que tous en aient selon leurs besoins.

Il est vrai que faute d'intégrer les contraintes écologiques, la

critique marxiste de la modernité est restée frappée d'une terrible ambiguïté¹. L'économie capitaliste est critiquée et dénoncée, mais la croissance des forces qu'elle déchaîne est toujours qualifiée par la gauche de « productive » (alors même qu'elles sont au moins tout autant, voire plus, destructives). Au final, cette croissance, vue sous l'angle de la production/ emploi/ consommation est créditée de tous les bienfaits ou presque, même si, vue sous l'angle de l'accumulation du capital, elle est jugée responsable de tous les fléaux : la prolétarisation des travailleurs, leur exploitation, leur paupérisation, sans parler de l'impérialisme, des guerres, des crises (y compris bien sûr écologiques), etc. Le changement des rapports de production (en quoi consiste la révolution nécessaire et souhaitée) se trouve de ce fait réduit à un bouleversement plus ou moins violent du statut des ayant droit dans la répartition des fruits de la croissance. Dès lors, on peut certes ergoter sur son contenu, mais pas remettre en cause son principe.

Comme en s'accroissant, la tarte est devenue de plus en plus toxique - le taux de croissance de la frustration, suivant la formule d'Ivan Illich, excédant largement celui de la production – il faudra nécessairement en modifier la recette. Plus elle grossissait, plus elle était empoisonnée au sens propre et au sens figuré, au Nord comme au Sud. Pesticides, engrais chimiques, et autres pollutions intoxiquaient les populations, les autres espèces et la terre elle-même, tandis que les inégalités et les injustices se sont aggravées.

Pour résoudre les dramatiques problèmes sociaux en même temps que pour sauver la planète, il faut inventer la recette d'une belle tarte avec des produits bios, d'une dimension raisonnable pour que nos enfants et nos petits-enfants puissent continuer à la refaire, et surtout, il convient de la partager équitablement. Les parts ne seront peut-être pas assez grosses pour nous rendre obèses, mais la joie sera au rendez-vous. Le programme « électoral » de transition en 10 points se propose d'aller vers cet objectif. Ces 10 R du programme réformiste sont :

- 1) Retrouver une empreinte écologique soutenable
- 2) Réduire les transports en internalisant les coûts par des écotaxes appropriées.
- 3) Relocaliser les activités.
- 4) Restaurer l'agriculture paysanne.
- 5) Réaffecter les gains de productivité en réduction du temps de travail et en création d'emploi.
- 6) Relancer la "production" de biens relationnels.
- 7) Réduire le gaspillage d'énergie d'un facteur 4.
- 8) Restreindre fortement l'espace publicitaire.
- 9) Réorienter la recherche technoscientifique.
- 10) Se Réapproprier l'argent.

La décroissance est la seule recette pour sortir positivement et durablement de la crise.

¹ Il est regrettable, tragique peut-être, que la relation entre Sergueï Podolinsky (1850-1891), cet aristocrate et scientifique ukrainien exilé en France, et Karl Marx ait tourné court. Ce génial précurseur de l'économie écologique tentait, en effet, de concilier la pensée socialiste et la deuxième loi de la thermodynamique et de faire la synthèse entre Marx, Darwin et Carnot. Débordé et peu au fait des questions scientifiques, Marx a eu le tort, sans doute, de confier à son ami Engels l'évaluation du dossier. Imbu de la conception positiviste et mécaniste de la science, ce dernier n'a tout simplement pas compris les enjeux de la recherche et a conclu à son absence d'intérêt. Il n'est pas absurde de penser que si la rencontre s'était produite, bien des impasses du socialisme auraient été évitées